



HAL
open science

Un nouveau radicalisme agraire ?

Nathalie Duclos

► **To cite this version:**

Nathalie Duclos. Un nouveau radicalisme agraire ?. Critique Internationale, 2006, Le nouveau radicalisme agraire, 31, pp.121-123. 10.3917/cii.031.0121 . halshs-00148545

HAL Id: halshs-00148545

<https://shs.hal.science/halshs-00148545>

Submitted on 24 Oct 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un nouveau radicalisme agraire ?

Nathalie Duclos

Maintes fois sa disparition a été annoncée. Pourtant, le monde agricole résiste et les mobilisations qu'il déclenche bouleversent régulièrement l'agenda politique des gouvernants.

Que l'enjeu soit la distribution des terres ou le mode de production, ces mouvements de protestation prennent parfois un tour radical : une représentation partisane, située à un extrême de l'échiquier politique ; le recours à des moyens d'action pouvant déboucher sur la violence. Certains s'inscrivent dans la ligne d'une extrême droite nationaliste, nostalgique d'un âge d'or mythique ; d'autres, héritiers de la révolution sociale, luttent pour un monde plus égalitaire. Parfois encore, on réactive les mythes de libération nationale.

Quelle est l'origine de ces protestations paysannes ? Tantôt des politiques de développement fondées sur des principes technocratiques de production – ces politiques susciteraient alors des résistances à une modernisation peu respectueuse des traditions de sociabilité et des modes de vie ancestraux ; tantôt le retrait de l'État et l'abandon de la question agricole, notamment foncière, aux seules lois du marché. Pareil immobilisme – même assorti de promesses de réformes dans un but de justice sociale – nourrit des attentes

et des frustrations qui sont à l'origine d'une radicalisation de la mobilisation. Dans un cas comme dans l'autre, ces protestations ont pour toile de fond la diffusion planétaire d'un modèle unique de développement productiviste. Car, de fait, la mondialisation empêche de nombreux paysans de vivre de leur travail ; elle favorise la concentration des exploitations, les expropriations, et leur corollaire, la spéculation foncière.

Nous serions dès lors en présence des énièmes avatars d'une lutte ancestrale contre l'emprise du pouvoir d'État, de la réaction atavique d'un monde résolument hostile au politique. Ou au contraire d'une demande, tout aussi ancienne, de protection venue d'en haut, *via* la redistribution des ressources ordonnée par un État régulateur.

Les répertoires d'action sont-ils différents pour autant ? Les paysans qui se révoltent s'efforcent de mettre en place des stratégies de pression efficaces. Pour défendre leurs intérêts, ils vont jusqu'à utiliser les ressources du pouvoir d'État en activant des réseaux politiques, en jouant le jeu de la compétition électorale, voire en participant au gouvernement. Reste à comprendre alors le choix de l'action radicale. Car il arrive également qu'ils mobilisent des savoir-faire hérités d'expériences historiques qui leur sont propres. Le meilleur moyen d'obtenir des soutiens n'est-il pas de raviver le souvenir des souffrances et des injustices passées ? Une autre solution, ne serait-ce que pour éviter le risque d'isolement corporatiste, consiste à faire porter leurs revendications par d'autres secteurs de la société afin d'en accroître la légitimité sociale et politique aux yeux du pouvoir. Ou, plus largement, de s'inscrire dans la mouvance altermondialiste, la défense du monde paysan bénéficiant alors d'un puissant relais à l'échelle internationale.

Les manifestations violentes sont-elles au final contre-productives ou, au contraire, plus efficaces que les mobilisations modérées ? Tout dépend de l'accueil que leur réserve le pouvoir, lequel dépend de la nature du régime. Mais les enjeux sont clairs et connus de tous : il s'agit d'influencer les politiques publiques, de peser dans la balance des échéances électorales, de reformuler des choix de société, quitte à renverser le régime. L'intégration des revendi-

cations paysannes dans les programmes des partis politiques est une victoire, même si les révoltés doivent revoir leurs exigences à la baisse pour obtenir la reconnaissance de leurs intérêts. La dernière étape est alors celle de l'inscription réelle sur l'agenda politique des promesses du gouvernement. Sinon, c'est le régime lui-même qui, à terme, est remis en cause.